

Projet RIVAGE

Innovier en agro-écologie pour gérer, préserver et restaurer la
qualité environnementale du territoire

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION ÉCOLE-ACTEURS

DU 15 février 2019

L'agriculture guadeloupéenne et les attentes de la population



Le projet RIVAGE est un projet financé par des fonds européens Feder et la Région Guadeloupe en partenariat avec :



Synthèse :

La session a réuni 34 présents. La session a été consacrée au thème « l'agriculture guadeloupéenne et les attentes de la population ». Le choix du thème s'inscrit dans une volonté d'ouvrir les réflexions de l'école-acteurs vers des thèmes liés aux évolutions des systèmes de production, évolutions portées par des normes mais aussi par le marché et les attentes de la population et des consommateurs. Les objectifs de la session étaient les suivants :

- Identifier les attentes des populations guadeloupéennes ;
- Voir comment l'agriculture répond à ces attentes ;
- Imaginer des leviers pour que l'agriculture guadeloupéenne réponde mieux à ces attentes et en profite pour se développer.

L'école-acteurs a été organisée en trois temps : une présentation introduisant des attentes au niveau national ; un débat sur les attentes de la population guadeloupéenne ; des groupes de travail autour des réponses actuelles et à venir de l'agriculture guadeloupéenne.

À l'issue de la session, les débats et l'évaluation ont permis de relever les points suivants :

- La réponse de l'agriculture aux attentes de la population est variable, selon les produits et selon les critères retenus.
- Les participants à l'école-acteurs ont choisi les critères suivants : sécurité alimentaire et diversité, coût des produits, qualité en distinguant qualité gustative, qualité nutritive et qualité sanitaire, impact environnemental, impact social (emploi).
- Hors banane, sucre et rhum, l'agriculture ne garantit que marginalement la couverture des besoins alimentaires des populations.
- Les filières banane export et canne produisent suffisamment, produisent des aliments de qualité, créent des emplois (mais peu qualifiés et peu attractifs pour les jeunes).
- À partir de ce constat, pour certains des participants, la qualité est très liée aux cultures d'exportations¹.
- Une meilleure réponse de l'agriculture guadeloupéenne aux attentes des consommateurs passe par des politiques publiques, ambitieuses. Il y a une forte demande pour la recherche de l'autonomie alimentaire alors que l'agriculture est principalement vouée à l'exportation.
- Une plus grande indépendance des produits d'importation pourrait être recherchée en développant des activités de diversification, en les accompagnants de manière intégrée et en levant les fortes contraintes existantes (foncier, assistance technique, financement et crédit, marché, labels...).
- Pour atteindre ces objectifs, l'organisation en filières est une solution par certains. D'autres soulignent la difficulté d'organiser des filières compte tenu des moyens existants et de la faiblesse du nombre d'agriculteurs potentiellement concernés. Ils proposent des approches territoriales d'organisation de la production et des appuis.
- Le consensus se fait de nouveau sur la nécessité de politiques de communication pour valoriser les métiers et les produits de l'agriculture.

¹ Pour les animateurs de l'école-acteurs, ce jugement apparaît paradoxal car les cultures d'exportations (banane, canne, melon) restent les plus utilisatrices de pesticides et ont les plus forts impacts environnementaux (pollution rivières).

Déroulé de la session :

- Introduction à la session : Rappel de ce qu'est l'école-acteurs : Jean-Philippe Tonneau
- Évolutions des attentes des populations au niveau national : Jean-Philippe Tonneau
- Débat : spécificités des attentes de la population en Guadeloupe.
- 4 groupes de travail : Réponses actuelles et à venir de l'agriculture guadeloupéenne.
- Restitution, débat et synthèse.

Verbatim

Présentation du concept de École-acteurs, de la session, et des attentes sur la base de documents issus du national (cf. Power Point en annexe 1).

L'école-acteurs

Pour faciliter la diffusion et la prise en compte des résultats de la recherche dans l'élaboration des politiques publiques, le projet Rivage a créé une « école-acteurs ». L'objectif est de construire un espace d'échanges réunissant toutes personnes concernées par la question des pesticides afin que chaque acteur puisse partager ses expériences, connaissances et compétences, en les inscrivant dans la perspective d'une échelle territoriale, celle d'un bassin de production.

Ces personnes, principalement acteurs des secteurs de l'agriculture et de l'environnement, issues des administrations, des professions agricoles ou de la Société civile peuvent ainsi débattre de manière documentée des résultats des différentes recherches et des recommandations en découlant tout en intégrant ce qui fait actualité et qui impacte le territoire. Ces débats orientent les travaux du projet en partageant des représentations de la réalité et en reconnaissant les contraintes du territoire et des acteurs locaux.

Pourquoi le thème des attentes de la population ?

Au-delà des normes imposées par les impacts environnementaux de l'agriculture (en premier lieu la pollution diffuse), au-delà des innovations techniques, les nouvelles attentes des consommateurs contribuent à transformer l'agriculture et le métier d'agriculteurs. Comprendre ces attentes, analyser comment l'agriculture guadeloupéenne répond et répondra à ces attentes semble nécessaire pour :

- anticiper les évolutions nécessaires en termes de systèmes de production, d'organisation des marchés, d'orientations de politiques agricoles...
- communiquer sur la réalité de l'agriculture et le métier d'agriculteurs (objectifs de reconnaissance).

Les attentes de la population au niveau national.

Au niveau national, la principale attente du public concerne la sûreté et le coût des aliments. Le public attend des aliments sains, sans pesticides mais à des prix raisonnables. D'autres attentes sont liées à la proximité (des aliments de chez nous, voire de chez moi), comme le démontre le développement des produits autoconsommés.

D'autres attentes sont présentes mais semblent moins déterminantes : une agriculture à faible impact environnemental et à fort impact social (une agriculture créatrice d'emplois ; une agriculture permettant aux agriculteurs de vivre décemment). Les attentes concernant l'aménagement du territoire sont plus des attentes exprimées par les élus à travers leurs institutions (notamment les services déconcentrés de l'état) pour éviter les phénomènes de désertification rurale et limiter les risques (inondations, feux, coulées de boues...).

Les attentes sont diverses et parfois contradictoires. La volonté d'avoir une meilleure qualité et des impacts environnementaux et sociaux positifs passe par un renchérissement des coûts de production et donc des produits. Si la grande majorité des consommateurs semblent prêts à payer le prix pour des produits sains, seuls les consommateurs les plus impliqués sont prêts à payer le prix d'impacts environnementaux et sociaux.

Débat : en Guadeloupe, constate-t-on les mêmes évolutions et attentes ?

Chaque tiret correspond à une prise de parole.

- Avant toute chose, il y a nécessité de définir et de caractériser l'agriculture en Guadeloupe. Que produit-elle ? Par ailleurs, les consommateurs ne sont pas organisés. Néanmoins, il est possible de définir les attentes de la population. Ce sont d'abord des demandes alimentaires surtout en fruits et légumes, avec une grande préoccupation avec la chlordécone. Une autre attente concerne les produits d'antan, les produits oubliés (ex. : igname adon, qui est amère). Il y a un lourd passé avec des interdictions diverses sur les fruits locaux qui ne sont plus connus, d'où l'importance de l'éducation aux produits locaux et traditionnels.
- Du point de vue des enfants, il faut faire le constat que les élèves ne connaissent pas ces produits locaux (ex. : fruit de l'arbre à pain). La pédagogie inversée (de l'enfant vers les parents) peut aider à faire connaître les produits locaux à la fois aux enfants et aux parents sur la base d'un travail spécifique. Attention aux termes qui n'ont pas de sens pour les élèves comme "circuits courts", "sans pesticide". La question des cantines est centrale.
- Depuis 1945, il y a une logique de minimiser l'importance et la valeur des produits locaux (ex. le corossol).
- Pour les cantines, la SORI (Servair) affirme livrer les cantines scolaires avec de la viande qui est toujours importée, tandis que les fruits et légumes viennent de la commune de Saint-François.
- Je suis producteur de banane, fleurs et maraîchage. Je trouve qu'il y a un paradoxe entre l'attente sur la qualité et l'attente sur un coût d'alimentation faible. Produire coûte. L'arrêt des herbicides implique de réinvestir dans du matériel qui coûte cher. Les contrôles sont nombreux. La filière viande ne peut produire comme elle l'entend. Les agriculteurs sont confrontés à des difficultés et à de la complexité.
- Il existe des attentes différentes en fonction des consommateurs, selon leur revenu. Certains veulent la qualité et sont prêts à la payer. Ils sont d'une catégorie aux revenus supérieurs. Il faudrait réaliser une typologie de la population pour cerner plus précisément les attentes. Pour la cantine c'est le coût qui prime. En fait, diverses attentes répondent à la diversité des situations sociales.
- Pour les classes sociales les plus défavorisées, une solution pourrait être celle des « jardins ouvriers » qui permettent de produire de la qualité à faible coût (sauf évidemment le travail). Peut-être des solutions diverses. Il y a peut-être un besoin de relancer la possibilité d'augmenter la capacité de production des personnes à faible revenu. Il y a des enjeux qui relèvent de l'agriculture péri-urbaine et urbaine.
- J'interviens en tant que parent, technicien et producteur de jardin créole. Les attentes de la population guadeloupéenne évoluent avec les mutations économiques et environnementales. La population aspire à plus de qualité, même si elle n'est pas encore prête à payer pour des produits de qualité. Elle a aussi besoin de confiance sur l'origine des produits. Mais les consommateurs veulent encore des produits "beaux", qui brillent, etc... « Le coût du produit que j'achète dépend de ce que j'ai dans la poche ». Les guadeloupéens sont de plus en plus nombreux à payer plus cher pour avoir de la qualité. Mais on n'est pas encore prêt à acheter un produit qui ne soit pas propre, qui ne brille pas. La population regarde de plus en plus l'étiquette du produit et se renseigne sur le comment « c'est produit ». Même l'entreprise Mc Donalds est prête à acheter de la viande locale. Par contre, les jeunes achètent souvent n'importe quoi... Par ailleurs, les consommateurs ne se préoccupent pas trop de l'impact social de la consommation.
- A la Dominique, les prix à l'achat sont exorbitants par rapport au revenu moyen, la population s'organise donc pour produire elle-même via des jardins communautaires qui ne se font pas en Guadeloupe.

- On se rend compte qu'on est dans un entre-deux, et qu'un virage est en train d'être pris peu à peu. Les populations veulent se réapproprier leur alimentation : on n'est pas soucieux pour soi-même mais on l'est plus pour ses enfants. 2 écueils, ceux qui habitent en zone très urbanisée et les autres. Une articulation est à mettre en place avec les agriculteurs. On a tout à réapprendre, mais un virage se fait.
- La consommation est déterminée par les revenus. Mais au-delà de la typologie sociale, la différenciation est aussi territoriale. En termes de sûreté alimentaire, suite à la CLD, il y a une variété de territoires en Guadeloupe. Par ailleurs, constatons la différence entre les attentes de consommation et la consommation réelle. Au-delà des attentes des consommateurs vers l'agriculture, il faudrait aussi se poser la question de ce que peut faire l'agriculture pour faire évoluer les attentes.
- La question des intrants est importante, d'accord. Il y a eu des dits et des non-dits à propos de la filière porcine. Il y a les quotas d'élevage. Petit fils d'agriculteur, je sais qu'il y a des problèmes d'intrants etc... Ici on ne peut pas avoir des produits pas chers car les intrants sont chers. Ils sont importés. Les quotas empêchent certaines filières de se développer (filiale élevage)...
- Il y a des difficultés pour produire. Pour les bovins, il y a l'impact de la chlordécone. Des sommes importantes sont investies. Pour le cochon, on est à un niveau d'équilibre au niveau du marché guadeloupéen. Il y a des études en cours sur le niveau nutritionnel de l'offre en magasin. Ces projets contribueront à apporter des éléments de connaissance sur le territoire. On a beaucoup évoqué la qualité des achats. Les consommateurs ont des attentes en termes de pesticides. En Guadeloupe il existe des habitudes sur des circuits courts mais il y a des problèmes de qualité pour la consommation de proximité (comment reconnaît-on que le produit n'est pas contaminé). Mais beaucoup font des achats non raisonnés, on achète sans être certain de la qualité des aliments, par exemple celle issue des circuits informels. Les attentes se croisent mais ne sont pas encore en ligne.
- J'ai l'exemple d'une marchande à Jarry qui a une clientèle de cadres supérieurs. Elle fournit des produits avec l'indication exacte de provenance : des "mangues de Saint-Claude", des "tomates de Saint-François"... Elle propose également des produits prêts à l'emploi, par exemple déjà coupés, et elle a fidélisé toute la population qui exige des produits du terroir et qui n'a pas le temps de préparer longuement les produits. Ses produits allient traçabilité, proximité et facilité.
- Les attentes concernant l'origine et la qualité sont importantes. Par exemple, les vendeurs à la sauvette, tant pour le crabe et les ignames, à la demande d'où ça vient, répondent toujours ça vient de Saint-François. Ils parlent de zones saines de chlordécone. Mais quand je suis à Capesterre, je sais d'où ça vient, d'ici, de Capesterre.
- C'est un débat intéressant, que celui sur la qualité des produits. L'aspect gustatif est aussi important, surtout au niveau des enfants. Les enfants sont très sensibles au goût. Un fruit pas goûteux n'est pas aimé. Les travaux sur l'impact des pesticides sur le gustatif montrent qu'il n'y a pas d'impact avéré. La fertilisation a un aspect beaucoup plus fort sur l'aspect gustatif.
- En résumé, il y a des attentes très diverses, pouvant être portées de manière diverse selon d'une part la catégorie sociale (l'attente envers le produit dépend des catégories sociales), et d'autre part, des zones, contaminées ou pas.
- La population a-t-elle une attente vis-à-vis de leur agriculture ? La vague de la consommation "locale" est peut-être un effet de mode. Le Bio et l'agroécologie sont sans doute des mouvements positifs. Mais la Guadeloupe produit à 80% de la canne et banane, elle écarte 80% des agriculteurs de l'alimentation des guadeloupéens. Si l'agriculteur guadeloupéen disparaissait, on continuerait à se nourrir par des produits venant d'ici et là. À part une frange très limitée de la population, la très grande majorité des guadeloupéens se fiche d'où viennent ces produits, à part pour le chlordécone.

- C'est une remarque à prendre à compte. Mais est-ce un futur intéressant pour la Guadeloupe ? Qu'est-ce que les différents secteurs de l'agriculture peuvent faire pour changer les choses ? C'est une transition pour les groupes de travail.

Groupes de travail

Orientations

Consignes par Jean-Philippe TONNEAU

- 4 groupes travaillant en deux sessions autour de deux questions : l'agriculture guadeloupéenne répond-elle à ces attentes ? Que faudrait-il faire pour l'agriculture guadeloupéenne réponde mieux à ces attentes ?
- Deux grilles d'analyse croisant dans un premier temps « Attente de la population » / « Cultures – filière » et dans un second temps : « Attentes de la population » / « Leviers à mobiliser pour répondre aux besoins ».

Remarques/retours à la fin de l'exercice :

- Pas assez de temps
- Trop de choses abordées : à cibler un peu plus.

Réponse Jean Philippe TONNEAU : Ce sont les principes du brainstorming. Le travail n'est qu'initial. Un VSC va plus approfondir les choses.

Les résultats

Les résultats sont issus des synthèses et de l'analyse des grilles remplies.

Question 1 : l'agriculture répond-t-elle aux attentes de la population ?

Les réponses sont différentes selon les groupes à cette question, trop tranchée. Le groupe 1 répond oui. Les groupes 2 et 4 répondent non. Le groupe 3 répond que la question est difficile et mérite débat. En fait, l'ensemble des groupes concordent qu'il y a besoin d'une analyse détaillée, production par production du fait de la grande diversité de filière en Guadeloupe. Ça dépend des filières et l'analyse doit être multi-facteurs.

Les groupes ont ainsi distingué canne, banane, cultures de subsistance, maraîchage (y compris igname), vivriers fruitiers, élevage (en distinguant bovin, porc, volaille et pêche), bois, et plantes médicinales.

Les groupes ont identifié quelques critères permettant d'évaluer la réponse aux besoins. Ce sont la sécurité alimentaire et la diversité, le coût des produits, la qualité en distinguant qualité gustative et qualité sanitaire, l'impact environnemental, l'impact social (emploi).

La sécurité alimentaire (quantité et diversité de la production) n'est pas atteinte. Les différentes productions, hors banane et canne, ne couvrent que très partiellement la demande du marché et, sauf organisation spécifique, sont difficilement compétitives vis-à-vis des produits d'importation, ne peuvent répondre au souhait de produits sains (problème de traçabilité), surtout si la saisonnalité est prise en compte. Ce sont en grande partie les aliments importés qui nourrissent la population.

Le coût du sucre, du rhum et de la banane peu élevé. Ce n'est pas le cas pour les autres produits y compris l'élevage. Cependant, les coûts élevés ne permettent pas aux agriculteurs de vivre décemment. Cela renvoie à la question de la compétitivité des filières donc des subventions (poids des cultures subventionnées, aujourd'hui principalement cultures exports) pour aider l'agriculture à répondre aux besoins.

La qualité est variable surtout si on prend différents critères comme la qualité gustative, la qualité nutritive (relativement bonne) ou la qualité sanitaire, fortement dégradée par l'usage important des pesticides. La traçabilité existe, c'est un point positif, pour les cultures d'export banane et canne. Elle est beaucoup plus difficile à mesurer pour les autres produits, surtout pour le maraîchage local, du moins celui qui vend des produits au bord de la route, sans information sur l'origine.

L'impact environnemental est très fort du fait des pesticides. L'impact est historique pour la banane (péché originel de la chlordécone), et dans un degré moindre pour la canne, avec de forts progrès. Le maraîchage est toujours un grand consommateur de pesticides sans modification notable. A noter la faiblesse en volume des filières bio ou agroécologique néanmoins en développement. Par ailleurs, le dernier colloque chlordécone a mis en évidence que l'exposition se fait majoritairement par les œufs, la volaille et les poissons. Les contrôles étant très actifs, c'est la vente informelle qui expose la population.

L'impact social est important en termes d'emplois et d'activités, malgré des revenus globalement faibles. Ainsi les filières export répondent assez bien aux besoins en termes d'emploi. Une production de 20 000 tonnes supplémentaires de banane créerait d'après la filière 500 emplois.

Les filières banane export et canne produisent en quantités suffisantes des aliments de qualité, créent des emplois (mais peu qualifiés et peu attractifs pour les jeunes) mais ont toujours un impact fort sur l'environnement et sur la biodiversité, même si des efforts sont faits en termes de pesticides (fréquence de traitement, types de produits,...).

Pour certains des participants, la qualité est très liée aux cultures d'exportations. Pour eux, les cultures subventionnées répondent mieux aux besoins des populations. Les efforts ne sont faits que pour les cultures d'exportations. Peu d'efforts sur la qualité sont faits pour les cultures locales.

Ce jugement, pour d'autres, apparaît paradoxal car les cultures d'exportations (banane, canne, melon) restent les plus utilisatrices de pesticides et ont les plus forts impacts environnementaux (pollution rivières). Le jugement varie selon que l'on considère les efforts faits pour réduire les polluants ou l'état de pollution.

Les subventions financent surtout les filières canne et banane. Les cultures sont subventionnées parce qu'elles sont organisées en filières puissantes. Le plus souvent ces subventions assurent un revenu correct de l'agriculteur. Les revenus instables pour les agriculteurs sont un problème : ils empêchent les investissements, dans de nouveaux produits, dans la commercialisation et dans la transformation.

Mais les filières canne et banane ne garantissent que marginalement la couverture des besoins alimentaires des populations. Pour tous les autres produits (maraîchage, fruitiers, élevage...), la production ne répond que très partiellement aux besoins. Les entreprises agricoles peinent à être compétitives avec les produits importés. La filière Bio est petite (environ 35 agriculteurs bio) mais répond à une niche, garantissant des revenus acceptables. La filière se développe. Mais les irrégularités d'approvisionnement demeurent en fonction des saisons et des producteurs.

Le jardin créole peut permettre de répondre à la demande en alimentation mais la traçabilité est faible et la qualité, surtout sanitaire, de certains circuits alimentaires courts n'est pas garantie. Il faut faire une distinction entre le jardin créole familial (qui n'est pas source de revenus) et le jardin créole où l'objectif est de vendre au bord de route (avec un revenu). Le premier donne « confiance » par le jeu des proximités.

Question 2 : Comment faire pour que l'agriculture réponde à l'attente des consommateurs ?

Il y a un consensus qu'une meilleure réponse de l'agriculture guadeloupéenne aux attentes des consommateurs passe par les politiques publiques, dépendant d'une vraie volonté politique. Elle manque. Le discours autour de la croissance verte existe mais il n'est pas suivi d'effets.

Peut-on penser à une stratégie de développement intégrant mieux l'objectif d'autonomie alimentaire ? Les attentes semblent concerner en majorité l'autonomie ou l'indépendance alimentaire alors que l'agriculture est principalement vouée à l'exportation.

Une plus grande indépendance des produits d'importation pourrait être recherchée en développant des activités de diversification pour « *une indépendance alimentaire de la Guadeloupe* », selon la formulation d'un participant. Les produits de Guadeloupe sont présents sur le territoire, mais augmenter leur production en conservant leur diversité est difficile. Cela exige des investissements en sachant que les ressources financières sont limitées (peut-on financer la diversification au détriment des filières exportation ?). Cela exige aussi une certaine régularisation des importations, en gérant des quotas d'exportations import, par rapport à la saisonnalité des produits, pour que les importations ne soient un frein à la diversification.

Les politiques devraient encourager la diversification (élevage, maraichage, plantes aromatiques et médicinales), en abordant la globalité des problèmes : la mise à disposition de terres (accès au foncier), la formation des agriculteurs (dans un souci de transition), l'organisation de la filière (intrants, mise en marché, transformation...), gestion des quotas... Cela exige aussi un plus grand nombre de techniciens dédiés.

Les pratiques alternatives sont à encourager, d'abord dans les formes de production : jardins communautaires, jardin créole. Un moyen serait de lier la production alimentaire au communautaire et social. Cela permettrait de créer du lien et de contribuer à une production alimentaire directe, où les populations pauvres pourraient produire leurs aliments.

La production bio et agroécologique est à développer.

Mais c'est le lien en producteurs et consommateurs qui est surtout à consolider, en favorisant la vente directe (des lieux et des organisations de marché permettant un contrôle, des AMAP...), en garantissant la traçabilité. La vente directe permet une meilleure information pour les consommateurs. La proximité contribue à la confiance, producteurs/consommateurs. Pour l'agriculteur, elle permet d'augmenter son revenu. La vente directe permet aussi de dynamiser le territoire. Mais la vente directe demande du temps. Penser à la maison du terroir ou à la boutique paysanne.

Les labels peuvent aussi aider à la confiance. Mais les labels doivent être bien pensés (mais un label de type « zéro chlordécone » est considéré comme peu pertinent pour différentes raisons). L'accès aux labellisations Bio, via des organismes de certification, est difficile et il faudrait les adapter à la Guadeloupe. La labellisation par les pairs, ou la labellisation de proximité (pourquoi pas un label "Jardin créole") sont peut-être à privilégier dans un premier temps.

Les solutions proposées sont de deux ordres. Certains proposent face à l'inorganisation des producteurs de produits locaux leur regroupement par filière. Pour eux, l'organisation des filières via les OP et des coopératives impulse une organisation/structuration et présente des effets positifs. C'est un axe de travail vertueux contribuant à terme à des emplois et de meilleurs salaires. La traçabilité vient aussi avec l'organisation des filières mais cela passe par un appui de structures techniques et des subventions.

D'autres doutent de la possibilité de la mise en œuvre de filières pour développer les produits locaux. Les actions déjà engagées n'ont pas toujours porté de fruits. La Recherche devrait étudier le pourquoi. En outre l'organisation des filières demande du temps qu'une grande partie des producteurs, au jour le jour n'ont pas. La gestion des transitions est essentielle. Par ailleurs, la taille des filières ne facilite pas les investissements. L'échelle du département est limitante pour développer des filières compétitives. Cela peut inciter à une organisation à l'échelle territoriale qui, en mutualisant des services communs, serait complémentaire de l'approche filière.

En tout état de cause, la formation est essentielle. Formation des agriculteurs mais aussi et surtout formation des jeunes consommateurs (les jeunes d'aujourd'hui sont l'avenir), en utilisant les cantines

scolaires pour favoriser la production locale Bio tout en organisant une réflexion sur l'alimentation dans des rencontres avec les acteurs. Ces actions pourraient aborder des questions de qualité (qualité visuelle versus qualité sanitaire ou gustative). L'académie (le rectorat) ne joue pas le jeu de l'agriculture.

Les collectivités (ex les communautés d'agglomération) ne sont pas au niveau, même si certaines sont porteuses d'initiatives. Mais les problèmes financiers des collectivités sont un point de blocage. Le paiement par les collectivités des agriculteurs qui font l'effort de produits de qualité n'est pas garanti. Beaucoup sont obligés d'abandonner car ils ne sont pas payés à temps, voire pas du tout.

Dernier point, la nécessité apparait de construire une réflexion, traduite en projet technique. Pour porter ce discours il y a lieu de développer une vision positive de l'agriculteur dans de véritable plan de communication pour mettre en avant les aspects positifs du métier des agriculteurs, en améliorant leur image. Le métier parait « cool » pour les jeunes lorsqu'ils rencontrent des agriculteurs qui leur montrent leurs projets. Mais, les aspects communication sont peu abordés sauf pour la banane.


ANNEXE 1 : Support de présentation de l'école-acteurs (J.-P. Tonneau)

Le sens de la lecture est : colonne de gauche de haut en bas, puis colonne de droite de haut en bas.



BIENVENUE à L'ÉCOLE-ACTEURS

École-acteurs du 15 février 2019
Îlet Pérou, Capesterre-Belle-Eau



Le programme

- Quelques questions pour se connaître
- L'école-acteurs ?
- L'école-acteurs du jour : l'agriculture guadeloupéenne et les attentes de la population
- L'école-acteurs du 12 avril


▶ 4



RIVAGE : Innover en agroécologie pour gérer, préserver et restaurer la qualité environnementale du territoire

École-acteurs du 15 février 2019
Îlet Pérou, Capesterre-Belle-Eau

2



Quelques questions pour se connaître

▶ 5



L'agriculture guadeloupéenne et les attentes de la population

École-acteurs du 15 février 2019
Îlet Pérou, Capesterre-Belle-Eau

3



L'école-acteurs ?

▶ 6



L'école-acteurs

- Un moment d'échanges et de débat sur les enjeux de l'agriculture guadeloupéenne.
 - D'abord autour des questions de pollution diffuse (phase 1 de Rivage)
 - Maintenant sur les systèmes de production (phase 2 de Rivage).



L'école-acteurs aujourd'hui

L'agriculture guadeloupéenne et les attentes de la population

10



L'école-acteurs

- Un lieu ouvert : tous ceux qui se sentent concernés peuvent participer
- Une organisation
 - Des exposés introductifs...
 - Echange et débat...
 - Un repas pour prolonger les débats



Pourquoi ce thème ?

- Au-delà des innovations techniques, de nouvelles attentes des consommateurs...
- Qui vont transformer l'agriculture et le métier d'agriculteurs...



Les règles du jeu

- Tous s'expriment
- Ne pas mobiliser la parole
- Ecouter avec bienveillance
- Respecter tous les points de vue



Pourquoi ce thème ?

- La volonté d'anticiper en termes de systèmes de production, d'organisation des marchés, d'orientations de politiques agricoles...
- La volonté de valoriser l'agriculture et le métier d'agriculteur...
 - la question de la reconnaissance.
 - Etre fier de l'agriculture guadeloupéenne.

Trois questions ?

- Quelles sont les attentes de la population ?
- L'agriculture guadeloupéenne répond-t-elle à ces attentes ? Comment ?
- Comment faire pour que l'agriculture réponde à ces attentes ?

Les attentes de la population

L'exposé introductif

10

La méthode ?

- Un exposé introductif difficile. Peu d'études sur la Guadeloupe
- Un brain-storming

Les attentes de la population

Au niveau national, des attentes

- La sureté des aliments : des aliments sains, sans pesticides...
- La qualité : des aliments à haute valeur nutritionnelle
- Le coût : des aliments peu chers
- La proximité : des aliments de chez nous, de chez moi (mon jardin ?)

La méthode ?

- Quelles sont les attentes de la population ?
 - **Un exposé** qui s'appuie sur des documents nationaux
 - **et un débat pour le contextualiser**
- L'agriculture guadeloupéenne répond-t-elle à ces attentes ? Comment ?
- Comment faire pour que l'agriculture réponde à ces attentes ?
 - **Des groupes de travail**
 - **Des synthèses**

Les attentes de la population

Au niveau national, des attentes

- Une agriculture à faible impact environnemental
- Une agriculture à fort impact social :
 - Une agriculture créatrice d'emplois
 - Une agriculture permettant aux agriculteurs de vivre décemment
 - Une agriculture qui organise le territoire (pas de désert) et limite les risques (inondations, feux, coulées de boues...)



Des tensions

Le grand écart du développement durable

- qualité et cout faible ?
- productivité et qualité ?
- diversification et travail ?
- ...



L'agriculture guadeloupéenne répond-t-elle à ces attentes ?

Comment faire pour que l'agriculture guadeloupéenne réponde à ces attentes?

Les groupes de travail

22



Les attentes de la population

Au niveau de la Guadeloupe ?

- Les mêmes évolutions ?
- Signaux forts et signaux faibles ?



L'agriculture guadeloupéenne répond-t-elle à ces attentes ?

- Une grille d'analyse ?
 - Les différents « secteurs » : le jardin créole, canne, maraichage, banane, élevage...
 - Versus attentes



Les attentes de la population

Le grand débat

23



Comment faire pour que l'agriculture guadeloupéenne réponde à ces attentes ?

- Une grille d'analyse...
 - Les solutions habituellement proposées au niveau national sont-elles adaptées ?
 - Bio ?
 - Produits de label ?
 - Diversification ?
 - Circuit court ? Amap ?
 -



Synthèse

25



L'école-acteurs du 12 avril ?

26